

**CONTREBANDE DE CARBURANTS**

# 26 millions de litres sortent illégalement du pays

**Pour arriver à ce résultat, nous nous sommes basés sur les saisies que nous estimons ne représenter que les 30% du trafic. Une simple règle de trois aboutit à cette évaluation annuelle.**

Nous avons pointé – durant une période - les quantités de carburant saisies par la gendarmerie à proximité des frontières est et ouest du pays.

Il s'agit donc des quantités que les halabas n'ont pas pu faire passer au Maroc et en Tunisie. Première constatation, c'est dans la wilaya de Tlemcen où ce trafic, au détriment du pays, est le plus florissant.

En effet, sur le pointage de 10 journées, nous avons collationné 23 prises, à travers 4 wilayas (Tlemcen, Tébessa, Souk Ahras et El-Tarf) pour une quantité globale de 129.368 litres, il apparaît nettement que la capitale des Zianides est lis-

tée dans chacune des journées. Par ailleurs, 59,06 % des saisies, soit 76.400 litres, ont été faites dans l'une des localités frontalières avec le Maroc et ce, de la wilaya de Tlemcen, particulièrement le nord de cette région. Vient ensuite dans ce classement peu honorable la wilaya de Tébessa où les gendarmes des gardes-frontières et des autres structures ont, durant la même période que Tlemcen, effectué 6 saisies pour un total de 40.268 litres (31,20%). Le reste de la confiscation a été réalisé dans la wilaya de Souk-Ahras 5 prises pour 9.300 litres (7,18%) et El-Tarf 2 prises. Rappelons

que ces quantités sont celles saisies par les gendarmes.

On peut être optimiste et louer les efforts des services de sécurité qui auraient réalisé des prouesses, mais juste pour atténuer ce trafic. Les frontières du pays sont immenses et l'appât du gain facile chez des centaines de milliers d'individus est exacerbé par le comportement de nos politiciens. «Eux le font, pourquoi pas nous.» C'est la justification morale que les gens avancent pour se livrer à la rapine. Nonobstant les autres matières dont le trafic coûte des centaines de milliards au pays, il est certain qu'au minimum 70% des quantités de carburant destinées au trafic passent les frontières. Un petit calcul aboutit à 26 millions de litres que les halabas de Tlemcen, Tébessa,



70% des quantités de carburant destinées au trafic passent les frontières.

Souk Ahras, El-Tarf et probablement Béchar, Adrar, Tamanrasset réussissent à passer illégalement chaque année hors du pays.

Abachi L.

**ELLE FAIT FACE À PLUSIEURS PROBLÈMES**

## La filière boissons, en Algérie, victime de son essor

**L'essor qu'a connu l'industrie agroalimentaire au cours de ces dernières années s'est traduit par le lancement de nombreuses unités de production dans plusieurs filières. Le cas de la filière des boissons est des plus édifiants.**

**Salah Benreguia –Alger (Le Soir)** - Ce segment de l'agroalimentaire algérien a enregistré même une croissance de près de deux chiffres ces dernières années (8%) et a contribué, à hauteur de 7% dans la production des industries agroalimentaires.

Les différents intervenants dans cette filière, notamment les marques les plus réputées, soutiennent que le marché reste, à présent, très prometteur, notamment la sous-filière eau embouteillée, et ce, face au volume de la demande qui va crescendo. Toutefois, l'Association regroupant les producteurs, la très active Apab (Association des producteurs algériens de boissons), ne cesse de mettre en exergue les différentes entraves qui empêchent une croissance rapide de cette filière. «Malgré des indices forts prometteurs en matière de potentiel et de croissance, la filière boissons reste lourdement prisonnière, à l'instar de beaucoup d'autres filières industrielles, de son environnement direct à savoir l'arrivée massive d'opérateurs non professionnels, la pression fiscale,



Le conditionnement non maîtrisé de la pulpe en PET représente un véritable danger pour la santé de la population.

le poids de l'informel et enfin la concurrence déloyale et les tentatives de dumping» selon l'Apab. Pour cette association, le non-respect des règles d'hygiène, l'utilisation de composants prohibés, l'utilisation abusive de certains composants (édulcorants, conservateurs, etc.) et enfin le recours à des procédés de production dangereux (tels que le conditionnement non maîtrisé de la pulpe en PET) représentent un véritable danger pour la santé de la population. En effet, sur le plan de la qualité, certains produits introduits dans le processus de production ou/et de transformation, sont entachés d'anomalies.

Certains opérateurs économiques ne respectent pas les normes autorisées, en ajoutant notamment des additifs parfois dangereux pour la santé. Là, il suffit juste de voir du côté des ser-

vices concernés (notamment ceux relevant du ministère du Commerce), qui ne cessent d'enregistrer des dizaines d'infractions. Selon le ministère du Commerce, près d'une trentaine de producteurs qui ont eu recours au surdosage des additifs de surcroît non mentionnés sur l'étiquetage ont été relevés. Exemple, l'infraction la plus répandue est l'utilisation de l'aspartame à la place du sucre. Le motif ? «L'aspartame est moins cher que le sucre mais il donne au produit un goût très sucré et permet donc de tromper les consommateurs», selon les spécialistes. Dans le même sillage, la concurrence déloyale imposée, en toute impunité, par les producteurs de l'informel pénalise et remet en cause la crédibilité des différents professionnels qui interviennent dans cette filière.

S. B.

**BARREAU D'ALGER**

## Les avocats sont-ils interdits d'antenne ?

Le passage des avocats inscrits au barreau d'Alger sur les chaînes de télévision doit faire l'objet d'une autorisation délivrée par le conseil de l'Ordre, a-t-on appris hier en marge du colloque international sur la «souffrance du peuple palestinien face aux crimes de guerre et crimes contre l'humanité et le recours à la Cour pénale internationale».

La rencontre qui a eu lieu à l'hôtel El-Aurassi a été organisée par le bâtonnat d'Alger, avec la participation d'éminents juristes venus d'Europe et de la région du Maghreb. Le colloque, qui a duré toute la journée, a été marqué par des communications ayant mis en exergue la souffrance du peuple palestinien face aux crimes de guerre. La problématique a été notamment débattue d'un angle juridique où les différents intervenants ont plaidé «le recours au droit international pour mettre fin à la situation d'injustice que subit le peuple palestinien». En marge de ce colloque, des avocats rencontrés se sont interrogés sur la véracité de l'information circulant depuis quelques jours dans le milieu des avocats et selon laquelle, «il aurait été interdit aux avocats d'intervenir sur les plateaux de télévision». Selon un avocat, «rien d'officiel n'a été porté à l'attention des robes noires».

Pour rappel, cette question avait été évoquée lors du feuillet du bras de fer qui avait opposé en mars dernier l'avocat Mohcene Amara au président du barreau d'Alger, Abdelmadjid Sellini. Ce dernier, lors d'une conférence de presse, avait dénié à l'avocat «le droit de s'exprimer en tant qu'avocat».

Au vu de l'indisponibilité du président du barreau d'Alger pour donner son point de vue sur la question, un membre de cette instance et sous le sceau de l'anonymat, nous a indiqué que «la question a été évoquée lors de l'une des précédentes réunions, mais jusqu'au jour d'aujourd'hui, aucune décision n'a été prise à cet effet».

A. B.